

## «Chasse aux sorcières», «délation» : ces médias adeptes du «lynchage public»



Par Adrien Peltier

[Source : Sputnik News]

Les grands médias semblent s'adonner de plus en plus fréquemment à la dénonciation gratuite. Des «révélations» largement relayées et commentées, encourageant la pratique à se répandre. Claude Chollet, fondateur de l'Observatoire du journalisme, décrypte cette tendance pour Sputnik.

Les cas de délation médiatique sont-ils de plus en plus nombreux?

Loopsider qui dévoile les images d'un pot de départ au commissariat d'Aubervilliers où les policiers font fi des gestes barrières. Mediapart qui publie le nom d'une enseignante ayant critiqué l'islam. Libération qui révèle les plaintes de salariées de la mère du jeune Yuriy, sauvagement agressé, une information sans aucun lien avec le lynchage de l'adolescent. Ces faits, au potentiel viral considérable, sont devenus incontournables une fois en ligne.

Malgré le couvre-feu et l'interdiction des ces rassemblements, une trentaine de policiers d'Aubervilliers (dont des capitaines et des OPJ) a fait la fête jusqu'à 3h du matin. Sans masque ni distanciation sociale.  
<https://t.co/noALoxDbyE>

– David Perrotin (@davidperrotin) January 27, 2021

Les réseaux sociaux et sites d'actualité –Sputnik compris– n'ont pas manqué de nourrir la polémique en les relayant. Au nom de l'audience, la sphère médiatique se dirige ainsi vers une banalisation de la délation, emboîtant peut-être le pas à la société qui, en temps de pandémie, serait gagnée par les mêmes réflexes.

Mediapart livre le nom d'une enseignante ( à #Aix)critiquant l'islam, elle attaque le média pour mise en danger de la vie d'autrui ...  
<https://t.co/uxPnffoyf6>

– Valérie Boyer (@valerieboyer13) January 22, 2021

Cette pratique des médias n'est pourtant pas nouvelle, nuance Claude Chollet, président fondateur de l'Observatoire du Journalisme (OJIM), qui s'emploie à «*informer sur ceux qui informent*». Elles ne seraient pas tant des manœuvres politiques que des «chasses aux sorcières» orchestrées par le «*camp autoproclamé du Bien*», un exercice bien différent:

«On ne discute pas avec une sorcière, on la brûle publiquement avec des cris de joie», analyse-t-il pour Sputnik.

Une attitude qui se serait donc banalisée, se produisant de plus en plus régulièrement sans engendrer d'indignation particulière. On se souvient ainsi qu'en novembre dernier, une reporter de l'émission Quotidien sur TMC, avait incité la police à verbaliser des manifestants priant dans la rue pour protester contre la fermeture des églises.

Un procédé qui serait, au fond, pratiqué depuis 50 ans, «par une certaine gauche militante», accuse Claude Chollet. «*Souvenons-nous de Guy Debord, l'auteur de La Société du spectacle, qui déclarait "je ne suis pas de gauche, je n'ai jamais dénoncé personne"*», ironise-t-il avant de souligner des pratiques peu déontologiques:

«David Perrotin lorsqu'il était chez BuzzFeed France [il travaille aujourd'hui pour Mediapart après un passage chez Loopsider, ndlr] interpellait alors la préfecture de police pour se plaindre qu'une manifestation contre l'Islamisation ait été autorisée», rappelle le Président de l'Observatoire du journalisme.

Ces faits de délation semblent selon lui s'inscrire au sein d'une tendance idéologique plus générale, qui a déjà accepté l'idée de la mise à l'index. Aux États-Unis, elle a été baptisée «Cancel Culture», ou «culture du bannissement», visant à interdire toute forme d'expression non inclusive et dont la délation est le prolongement naturel, et sans doute l'aggravation.

«Cancel culture» et dénonciation publique, même combat?

La France vivrait ainsi les prémises de ce renversement moral. En août 2020, Valeurs actuelles illustre une fiction avec un dessin de l'élue de LFI

Danièle Obono, représentée en esclave. Un dessin quasi unanimement jugé raciste. Le directeur de la publication, Geoffroy Lejeune se voit alors immédiatement remercié par la chaîne d'information LCI, où il le faisait intervenait régulièrement comme chroniqueur.



© AFP 2020 CHRISTOPHE SIMON

Sectarisme, boycott et chasse aux sorcières dans les universités: la France à la mode US?

«Cet excès de Valeurs actuelles contrevient à notre ligne et à nos valeurs», déclarait alors Gilles Pélisson, le PDG du groupe TF1.

L'observatoire du journalisme vient d'éditer une brochure sur cette affaire, Retour sur un emballage médiatique (Éd. Nouvelle Librairie), indique Claude Chollet, pour qui cet «épisode bouffon» symbolise parfaitement la machine médiatique.

«On a vu le monde politique, artistique et encore plus médiatique pratiquer la chasse à l'homme au sujet d'un pastiche, d'une fiction. Tous les ingrédients du médiatiquement correct étaient réunis: racisme, mouvement décolonial, néo-féminisme», tance-t-il.

La loi Avia «contre la haine», qui est actuellement réétudiée à la faveur du projet de loi «confortant les principes républicains» contre séparatisme, allait, selon notre interlocuteur, dans ce sens: en encourageant la signalisation de contenu potentiellement «haineux», elle ne serait *«rien d'autre qu'un encouragement à la délation de tous contre tous.»*

En janvier 2021, c'est au tour d'Alain Finkielkraut d'être écarté par LCI. Interrogé sur l'affaire Duhamel et la «libération de la parole» sur l'inceste, le philosophe avait maladroitement envisagé le consentement éventuel de la victime, en distinguant l'adolescence de l'enfance dans ce genre d'affaires. Il n'en fallut pas plus pour qu'il soit *«jeté en pâture»*, selon ses mots, et livré à la vindicte médiatique et numérique.

## Vers «la société de surveillance»

Il sera rejoint dans son exil par Xavier Gorce, dessinateur du Monde qui fit, lui, le choix de démissionner après la publication d'un dessin humoristique également lié à l'affaire. La directrice de la rédaction présentera même des excuses au nom du quotidien envers les *«lectrices et lecteurs qui ont pu en être choqués.»*



© AFP 2020 BERTRAND GUAY

*«Cancel culture»: la nouvelle inquisition fait rage à l'université*

Nées de la même culture du bannissement, les pratiques du «lynchage public» et la délation peuvent toutes deux, au-delà d'une mort sociale, provoquer des répercussions pénales. La dernière vidéo de Loopsider mettant en cause le commissariat d'Aubervilliers vient d'ailleurs justement d'obtenir l'effet escompté, puisque la préfecture de police a promis des sanctions et qu'une enquête judiciaire, confiée à l'IGPN, a été ouverte. Au mois d'août, Danièle Obono portait plainte contre Valeurs actuelles pour «incitation à la haine raciale».

«Le regretté Philippe Muray [romancier et philosophe, auteur de L'empire du bien, ndlr] parlait "d'envie du pénal", comme Freud parlait "d'envie du pénis". La mise à l'index conduit à la mise au tribunal», estime Claude Chollet.

Cette volonté de jeter en pâture à laquelle s'adonnent médias et réseaux sociaux porte même un nom: «La société de surveillance», conclut-il.